

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

L'INQUIÉTUDE DERRIÈRE LA SOLIDARITÉ DE L'UE AVEC MADRID

La crise catalane est une affaire interne espagnole et l'Union européenne n'a pas à s'en mêler. Tel est le message officiel, répété par les dirigeants des trois institutions de l'UE et soutenu par les chefs d'État ou de gouvernement lors de leurs diverses interventions en marge du Conseil européen cette semaine. Ce message institutionnel reflète une réalité juridique et politique de l'UE, qui est une union d'États souverains. Et c'est très précisément le message que

le Premier ministre Mariano Rajoy a demandé à l'UE de marteler, surtout à l'approche de ce samedi où il activera peut-être le

fameux article 155 qui permet la suspension de l'autonomie régionale catalane. (Par un concours de circonstances, la solidarité sans faille entre l'UE et l'Espagne s'était mise en scène de manière saisissante vendredi soir à Oviedo, où les présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission recevaient des mains du roi Felipe, sous les yeux d'un Mariano Rajoy enchanté, le prix « Concorde » Princesse des Asturies, sorte de Nobel espagnol.)

Pris au pied de la lettre, le message européen est cependant trompeur, et cela pour les deux camps qui s'opposent dans la crise catalane. Il constitue un piège pour ceux qui le perçoivent comme un soutien inconditionnel à l'inflexibilité du gouvernement de Madrid envers les initiatives séparatistes catalanes.

Car l'UE s'est montrée moins monolithique qu'il n'y paraît, diffusant ici et là des signaux

d'avertissement au gouvernement espagnol. Ce fut bien sûr Charles Michel, dont les interventions étaient formellement équilibrées, mais dont les ac-

L'Union a diffusé ici et là des signaux d'avertissement à l'Espagne

cents de franchise sont logiquement passés pour une critique de la méthode dure de Rajoy. Ce fut aussi le président du Conseil Donald Tusk qui a constaté une « situation préoccupante » face à laquelle « chacun [des dirigeants]

a ses opinions, appréciations et émotions », et recommandant « la force de l'argument » plutôt que « l'argument de la force ». Et ce fut enfin la chancelière allemande qui, contre tous les usages et malgré ce qui avait été convenu entre Donald Tusk et Mariano Rajoy, a demandé à ce dernier en pleine session de travail du Conseil européen, d'expliquer la situation à ses

pairs. (Ce qu'il a décliné.) On ne peut comprendre le message de la « patronne européenne » à Rajoy que d'une seule façon : tu as le soutien officiel total de l'UE, mais sache que nous ne considérons pas tous que cette crise n'est qu'une affaire espagnole.

Car tout le monde sait parfaitement, et on le redoute d'ailleurs, que si le face-à-face entre les séparatistes catalans et le reste de l'Espagne tourne mal, la crise sera instantanément une grave crise européenne. Une crise aux effets de domino dont, après celle de l'euro, celle des réfugiés et le Brexit, tout le monde se passerait volontiers. C'est aussi ce que les légitimistes espagnols ne comprennent pas encore : à savoir que c'est justement pour éviter les séparatismes en Espagne et ailleurs, qu'on supplie Madrid, fût-ce à bas bruit, d'ouvrir le champ politique avec la Catalogne.